



Communiqué de presse

Mouvement contre le **R**acisme et pour l'**A**mitié entre les **P**euples

43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

01 53 38 99 82 - [www.mrap.fr](http://www.mrap.fr) - [mrap@mrap.fr](mailto:mrap@mrap.fr)

[@MrapOfficiel](https://twitter.com/MrapOfficiel) [@MRAPOfficielNational](https://www.facebook.com/MRAPOfficielNational)

---

## **Massacres à Jénine et à Jérusalem, l'ONU et la communauté internationale à l'épreuve de l'engrenage de la violence !**

Ainsi donc, ce qui était à craindre s'est produit : l'assassinat de 9 civils à Jénine par l'armée israélienne le 26 janvier a été suivi de celui de 7 Israéliens à la sortie d'une synagogue vendredi 27 à Jérusalem. Il est urgent de s'opposer à cette escalade mortifère.

Il aura fallu l'attentat de Jérusalem pour que la presse et les gouvernements s'émeuvent de ces drames alors que depuis le début de l'année, en moins d'un mois plus de 30 Palestiniens ont été abattus en Palestine occupée. Le gouvernement israélien annonce des mesures à l'encontre des familles des tireurs palestiniens, en particulier la privation de leurs droits à la sécurité sociale ou le retrait de leurs cartes d'identité. Sanctionner une personne pour des actes qu'elle n'a pas commis est contraire aux droits élémentaires.

Le MRAP n'a eu de cesse de demander à la France, l'UE, l'ONU de mettre en place des sanctions et exigent d'Israël qu'il respecte le droit international, et cesse l'occupation, le nettoyage ethnique, la destruction de quartiers, de villages palestiniens, l'arrachage des oliviers.

Faute de l'avoir fait, ils portent aujourd'hui une part de la responsabilité d'une situation où la violence domine. Il est d'autant plus urgent que la communauté internationale s'engage enfin pour contraindre Israël, cet état qui est aujourd'hui gouverné par des ministres d'extrême-droite, dont plus d'un dit vouloir « tuer les Arabes ».

Le MRAP salue les manifestations de citoyens israéliens s'opposant à la réforme judiciaire en dépit du principe d'indépendance de la justice, fondamental en démocratie.

La France s'honorerait à prendre la tête d'un mouvement international pour l'application du droit international, la reconnaissance de l'État de Palestine dans ses frontières dites de 67 avec Jérusalem-Est comme Capitale, et la mise en place de sanctions pour y contraindre Israël.

Le MRAP, le 30 janvier 2023